

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000809 – ASA 37/033/00AU 384/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ SRI LANKA les habitants du village de Gopalapuram

Londres, le 20 décembre 2000

Dans l'est de l'île de Sri Lanka, des membres des forces navales basées à Nilaveli, dans le district de Trincomalee, ont menacé les habitants du village de Gopalapuram, après qu'ils eurent protesté contre la mort de plusieurs personnes, apparemment tuées par les forces navales. Amnesty International est tout particulièrement préoccupée par la sécurité des jeunes de ce village.

Les corps de deux jeunes hommes résidant à Gopalapuram ont été découverts dans la matinée du 14 décembre. D'après les informations recueillies, des membres des forces navales ont déclaré aux services de police de Kuchchaveli qu'ils avaient tué ces deux hommes, Mahalingam Thamiran et Shanmugarajah Sornahasana, et leur ont remis les cartes d'identité des deux victimes. Ils ont affirmé que les deux jeunes appartenaient aux *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE, Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), groupe armé d'opposition qui lutte pour la création d'un État indépendant (Eelam) qui couvrirait le nord et l'est de Sri Lanka.

Certaines sources ont toutefois indiqué à Amnesty International que les deux hommes avaient été appréhendés par les forces navales le 13 décembre, aux alentours de 19 h 30, alors qu'ils rentraient chez eux en poussant leur moto, dont un des pneus avait crevé. Des habitants d'Iqbal Nagar, un village voisin, affirment que des membres de la marine ont emmené les deux jeunes gens dans un lieu abandonné et qu'ils les ont torturés. Ils déclarent avoir entendu des appels à l'aide vers 22 h 45, puis des coups de feu.

Les corps ont été emmenés à l'hôpital de Trincomalee. Ils présentaient apparemment des marques de torture. Le 16 décembre, des villageois qui rentraient chez eux après avoir assisté à l'enterrement des deux hommes auraient été arrêtés par des membres des forces navales, qui leur ont apparemment déclaré que s'ils « [continuaient] *comme ça* », ils seraient bientôt enterrés à leur tour.

Quatre autres villageois avaient été tués le 22 novembre, apparemment alors qu'ils disposaient leurs filets de pêche dans la lagune voisine. Parmi eux se trouvait un adolescent de quinze ans. Un groupe de villageois de Gopalapuram avait organisé une manifestation pour protester contre ces homicides. Certains pensent que Mahalingam Thamiran et Shanmugarajah Sornahasana ont peut-être été tués à leur tour parce que les forces navales savaient qu'ils avaient participé à ce mouvement de contestation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les forces navales ont été déployées en 1999 dans la région de Nilaveli du district de Trincomalee, lorsque la responsabilité de la sécurité de cette zone, précédemment assumée par l'armée de terre, a été confiée à la marine. Depuis un certain temps, Amnesty International ne cesse de recevoir des informations selon lesquelles des membres des forces navales se rendent coupables de violations des droits humains dans la région.

Outre les meurtres précédemment évoqués, les renseignements recueillis font état d'homicides commis sans discrimination, d'exécutions extrajudiciaires, de « disparitions » ainsi que de plusieurs cas d'actes de torture et de harcèlement à l'encontre de civils, imputés à des membres de la marine.

À la connaissance d'Amnesty International, aucun militaire appartenant aux forces navales n'a été arrêté dans le cadre de ces affaires.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax (en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet à l'idée que deux habitants du village de Gopalapuram, Mahalingam Thamiran et Shanmugarajah Sornahasana, ont été tués, apparemment après avoir été appréhendés par des membres des forces navales à Iqbal Nagar, dans la soirée du 13 décembre ;
- demandez instamment que soit ouverte sans délai une enquête indépendante et impartiale sur ces homicides, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- déclarez-vous préoccupé par les informations selon lesquelles les forces navales se sont rendues coupables d'autres violations des droits humains dans la région, et par la passivité des autorités à la suite de ces allégations ;
- faites part de votre inquiétude quant au fait que d'autres villageois de Gopalapuram ont été menacés par les forces navales, notamment pour avoir dénoncé les violations des droits humains commises par des membres de la marine ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des habitants du village de Gopalapuram.

APPELS À :

Présidente de la République :
Her Excellency President Chandrika Bandaranaike
Kumaratunga
Presidential Secretariat
Colombo 1, Sri Lanka
Télégrammes : President Kumaratunga, Colombo, Sri Lanka
Fax : + 94 1 33 37 03
Formule d'appel : *Your Excellency*, / Madame la Présidente
de la République,

Commandant des forces navales :
Cecil Tissera
Navy Headquarters
Flagstaff Street
Colombo 1, Sri Lanka
Télégrammes : Navy Commander, Colombo, Sri Lanka
Formule d'appel : *Dear Commander*, / Amiral,

COPIES aux représentants diplomatiques de Sri Lanka dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 31 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -